



Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 12 avril au 18 avril 2019

Le 18 avril 2019

Résumé

Bangladesh : Fiscalité : les corps consulaires plaident pour une baisse de l'impôt sur les bénéfices. Budget 2018/19, les recettes fiscales loin des objectifs. La Banque centrale du Bangladesh annonce une progression de 10,3% des transferts des migrants lors des neuf premiers mois de l'actuel exercice budgétaire. Inquiétude sur la hausse des coûts d'envois de travailleurs à l'étranger. Expatriés, 500 000 Bangladais menacés d'expulsion en Malaisie.

Bhoutan : L'économie bhoutanaise devrait connaître une croissance modérée cette année comme la suivante, selon le dernier rapport de la Banque asiatique de développement. Le Premier ministre se rend au Bangladesh à l'invitation de son homologue pour renforcer les liens commerciaux et la coopération entre les deux Etats.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques* : Nouveau déficit commercial majeur, 176 Mds USD, au cours de l'exercice 2018/19. L'indice des prix à la consommation touche un plus haut de cinq mois en mars à 2,9%. L'indice des prix de gros atteint quant à lui 3,2% en mars après 2,9% en février. La faiblesse de la demande pèse sur la production industrielle en février. L'Inde devient importateur net d'acier en 2018/19, pour la première fois en trois ans.

Politique monétaire et financière : Le FMI recommande à l'Inde de ne pas poursuivre sa politique de baisse des taux, mais d'au contraire conserver des marges de manœuvre pour lutter contre d'éventuelles turbulences à venir sur les marchés financiers.

Autres informations : Négociations avec les Pays-Bas pour amender le Traité de non-double imposition en matière fiscale. L'Inde souhaite organiser de nouveau une mini-ministérielle le mois prochain à New Delhi pour rechercher des solutions à l'impasse que traverse l'OMC. La moisson 2019 devrait être « normale » selon le Service météorologique indien.

Maldives : Abrogation de la loi autorisant la propriété foncière pour les étrangers.

Pakistan : le taux de chômage reste pratiquement stable à 5,7% de la population active. Un accord en vue avec le FMI ? Départ du ministre des Finances.

Sri Lanka : Signature d'un accord entre la *People's Bank* et la *China Development Bank*. Chute de la confiance des chefs d'entreprise en mars. Lancement, par la Banque centrale, de la feuille de route pour le développement de la finance durable. Ouverture du nouveau tronçon de la ligne ferroviaire sud.



BANGLADESH

- **Fiscalité – les corps consulaires plaident pour une baisse de l'impôt sur les bénéfices.** Une comparaison internationale sur 11 pays situe le Bangladesh au plus haut niveau de taxation des bénéfices (*Corporate Tax*) des sociétés en Asie ; avec un prélèvement moyen de 35%, il figure seul devant l'Inde, le Pakistan et les Philippines (30%), suivis par la Chine, l'Indonésie, Myanmar (25%) ; le taux le plus bas (20%) est pratiqué au Vietnam, en Thaïlande et en Afghanistan. Cette comparaison est faite par le think-tank américain *Tax Foundation*, qui opère depuis 1937 (<https://taxfoundation.org/>) et situe la moyenne asiatique à 20,35% et le taux moyen étendu à 208 juridictions à 23,03%.

Au Bangladesh, le taux d'imposition peut même s'élever à 45% (cigarettes et téléphonie) mais il descend à 25% pour les sociétés cotées en bourse ; les banques, compagnies financières et assurances voient leurs profits taxés à 42,5% (40% pour les compagnies listées).

Dans le cadre des discussions pré-budgétaires (exercice 2019/2020), le débat est engagé au Bangladesh par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Dhaka (DCCI) et le think-tank *Policy Research Institute* (PRI), pour ramener progressivement la fiscalité à un niveau comparable à celui de ses voisins et concurrents afin d'encourager les Investissements Directs Etrangers, qui restent en-deçà du potentiel du pays. Le Bangladesh affiche en effet un flux d'IDE nettement inférieur à celui de ses concurrents régionaux, et sans rapport avec la taille de son économie.

Les données publiées ne tiennent cependant pas compte des déductions fiscales, et donc du taux d'imposition net effectif pour chaque pays, ni des différences de traitement opérées entre entreprises nationales et étrangères : en Inde, selon le cabinet PwC, au-delà d'un seuil de chiffre d'affaires de 2,5 Mds INR (31,8 M€), les bénéfices sont taxés à 30% pour une compagnie nationale et 40% pour une société étrangère.

Enfin, au Bangladesh, les sociétés exportatrices du textile-habillement (30 Mds\$ de chiffre d'affaires, 87% des exportations du pays) sont faiblement taxées et la pression fiscale a été encore réduite en septembre 2018, avec un impôt sur les sociétés ramené de 15% à 12%, et même à 10% pour les usines labellisées « Green Factory ».

- **Budget 2018/19 Les recettes fiscales loin des objectifs.** La collecte fiscale sur les 8 premiers mois (juillet 2018-février 2019) de l'année budgétaire s'élève à 1334,6 Mds TK (13,88 Mds€), en hausse de 7% seulement sur la période comparable 2017/2018 ; l'objectif d'une collecte de 2962 Mds TK à fin juin prochain paraît donc désormais irréaliste, alors même que le ministère des Finances projette une croissance du PIB de 8,13% contre 7,86% en 2017/2018, supposée générer davantage de recettes.

La progression est la plus faible observée au cours de ces cinq dernières années, et marque un déclin sensible depuis trois ans ; elle s'élevait à 19,6% en 2017 (exercice budgétaire), 15,6% en 2018 et 7,1% en 2019 sur la période considérée. Comme en Inde, certains économistes mettent désormais ouvertement en jeu la fiabilité des statistiques (BBS), la réalité de la croissance, voire même la compétence des services fiscaux. On relèvera, à titre d'exemple, que le secteur manufacturier anticipe cette année une hausse de son activité de 19,3%.



Le plafonnement des recettes tient à plusieurs facteurs: l'effet des exonérations fiscales accordées aux industries exportatrices et au secteur de l'énergie (sans étude d'impact préalable), la faible collecte de la TVA (notamment sur les ventes de tabac, principal poste) et les dissimulations criantes au niveau du cordon douanier. Sur les 8 mois de la période sous-revue, les recettes douanières (416 Mds TK, 31% des recettes totales) n'ont progressé que de 3,7% en glissement annuel alors que les importations ont crû en valeur de 5,64%. La TVA (529 Mds TK, 40%) progresse quant à elle de 6,3% et les impôts et taxes (389 Mds TK, 29%) de 12%.

Selon le *National Board of Revenue* (NBR), moins d'un tiers des contribuables acquittent l'impôt. Le fichier des contribuables (*Taxpayers' Identification Numbers* TINs) ne dépasse pas 4 M de personnes sur une population de 167 M. Dans le même temps, le NBR n'exige toujours pas de *TIN* pour les personnes physiques qui investissent (*Beneficiary Owner's Accounts*) à la bourse des valeurs de Dhaka ou Chittagong.

Enfin, l'évasion de TVA prend des proportions inquiétantes. Selon une enquête du *VAT Audit, Intelligence and Investigation Directorate*, elle représentait 10,71 Mds TK sur l'année budgétaire 2017/18 (111,4 M€) contre 5,67 Mds TK un an plus tôt. Sur les quinze derniers mois, elle atteint plus de 20 Mds TK, pour des recettes de récupération d'à peine 1,65 Mds TK. Les moyens humains et financiers du VAT AIID sont cependant dérisoires (à peine 75 inspecteurs et un seul bureau central, sans laboratoire judiciaire). Sur les 6 premiers mois de l'exercice en cours, la collecte de TVA accuse, selon le NBR, un manque de 115 Mds TK (1,19 Mds€) par rapport aux objectifs fixés.

- **La Banque centrale (Bangladesh Bank) annonce une progression de 10,3% des transferts des migrants** lors des neuf premiers mois de l'actuel exercice budgétaire (<https://www.bb.org.bd/econdata/wageremittance.php>). De juillet 2018 à mars 2019, les transferts se sont élevés à 11,87 Mds\$ contre 10,76 Mds\$ sur la période comparable 2017/2018.

La dépréciation du taka vis-à-vis du dollar, les bonnes conditions financières offertes par les banques commerciales en quête de devises, et le contrôle plus strict de la Banque centrale sur les circuits informels (*Hundi*) utilisés par les *Non Resident Bangladeshis* (NRBs) sont les principaux facteurs de cette performance. Les banques commerciales privées sont très majoritairement les bénéficiaires de ces transferts (1,1 Mds\$ en mars 2019 sur un montant global de 1,46 Mds\$).

Selon la Banque mondiale, le Bangladesh a reçu en 2018 15,5 Mds\$ (équivalent à 5,4 points de PIB) contre 13,5 Mds\$ en 2017 ; il figurait l'an dernier au 11^{ème} rang mondial comme récipiendaire dans le monde, l'Inde (78,6 Mds\$) conservant sa 1^{ère} place devant la Chine (67,4 Mds\$) et le Mexique (36 Mds\$). En Asie du sud, où les transferts ont progressé de 12% l'an dernier pour atteindre 131 Mds\$, le Bangladesh se place 3^{ème} derrière l'Inde et le Pakistan (21,0 Mds\$), devant le Népal (8,06 Mds\$) et Sri-Lanka (7,46 Mds\$).

On estime à 10,9 millions le nombre de travailleurs bangladais détachés dans 165 pays; chaque année, le marché de la main d'œuvre s'accroît de 2,1 M de personnes, dont 1 M est contraint de partir à l'étranger.

- **Inquiétude sur la hausse des coûts d'envois de travailleurs à l'étranger.** L'association des agences privées de recrutement, la *Bangladesh Association of International Recruiting Agencies* (BAIRA) s'inquiète de la hausse des frais d'envoi de la main d'œuvre à l'étranger : les frais de



visite médicale se sont accrus de 5000 TK et les tarifs des compagnies aériennes du Moyen-Orient s'envolent (certains tarifs ont plus que doublé) depuis la fermeture des vols depuis Dhaka de Etihad Airways, Oman Air, Fly Dubai en 2018 et Jet Airways en 2019, alors que le gouvernement a plafonné les indemnités versées pour les envois de personnel (262.700 TK pour Singapour, 165.000 TK pour l'Arabie saoudite, 160.000 TK pour la Malaisie, etc.).

Le Président de la BAIRA a sollicité l'intervention des pouvoirs publics, en rappelant que certains marchés de main d'œuvre sont toujours fermés : les Emirats Arabes Unis ont partiellement fermé leur marché aux travailleurs depuis 7 ans, la Malaisie a fermé son recrutement depuis sept mois, les difficultés s'accumulent sur les marchés du Qatar et de l'Arabie saoudite. Le Moyen-Orient reste cependant une destination privilégiée, avec 2000 passagers sur 25.000 départs quotidiens.

La BAIRA suggère également de signer des conventions « Ciel Ouvert » avec les pays concernés, pour pallier certaines insuffisances dans les accords de partenariat signés entre compagnies aériennes; à ce jour le seul accord « Open Sky » signé concerne les Etats-Unis (le 16 août 2013) ; l'Inde essaie sans succès depuis 2016 de signer un accord similaire avec le Bangladesh.

- **Expatriés – 500 000 Bangladais menacés d'expulsion en Malaisie.** Le gouvernement malaisien a décidé fin mars 2019 de réformer sa politique d'accueil des travailleurs étrangers, notamment en fermant un grand nombre d'entreprises de sous-traitance, menaçant directement les emplois de 200.000 Bangladais. Ils rejoindraient ainsi les 300.000 travailleurs bangladais sans-papiers présents en Malaisie. Ceux-ci sont dorénavant menacés d'expulsion, les autorités ayant décidé d'arrêter les régularisations depuis la fin d'un programme de plus de deux ans (début 2016 à août 2018) qui avait permis de régulariser 300.000 personnes sur 600.000.

Cette décision pourrait intervenir alors que près de 1 million de Bangladais résident en Malaisie.

BHOUTAN

- **L'économie bhoutanaise devrait connaître une croissance modérée cette année comme la suivante, selon le dernier rapport de la Banque asiatique de développement (BASD).** Les prévisions de croissance sont de 5,7% cette année et de 6% en 2020. L'accélération de 2020 résulterait de la mise en place progressive de la centrale hydroélectrique de Mangdechhu, du renforcement des dépenses privées et de l'augmentation des dépenses publiques liée à la mise en œuvre du 12ème Plan quinquennal.

La BASD anticipe aussi une accélération modérée de l'inflation de 3,6% en 2018 à 4% cette année. La modération attendue des prix du pétrole serait compensée par la révision à la hausse anticipée des traitements des fonctionnaires et du salaire minimum.

Le déficit de la balance des transactions courantes devrait quant à lui se réduire en raison de l'effritement des importations lié au ralentissement des constructions hydroélectriques et des dépenses en capital lors de la période électorale. Dans le même temps, le renforcement des ressources nationales pour assurer un financement plus équilibré du développement reste un véritable défi. A cette fin, le rapport recommande de réduire les incitations fiscales et d'être



sélectifs sur les investissements : en décourager certains, mais au contraire en encourager d'autres, notamment ceux qui reposent sur des opportunités commerciales solides dans le pays.

- **Visite du Premier ministre au Bangladesh.** Le Premier ministre s'est rendu au Bangladesh pour une visite de quatre jours à l'invitation de son homologue. L'objectif était de renforcer les liens commerciaux et la coopération entre les deux Etats.

Plusieurs accords bilatéraux ont été signés à cette occasion, notamment entre la Chambre de commerce et d'industrie du Bangladesh et celle du Bhoutan pour la création d'un Conseil commun. On relèvera également ceux pour le transport de fret sur les voies navigables intérieures, dans les secteurs de la santé et de l'agriculture, ainsi que dans le cadre de la formation administrative.

INDE

INDICATEURS MACROECONOMIQUES

- **Nouveau déficit commercial majeur pour l'Inde au cours de l'exercice 2018/19.** Malgré une hausse identique de 9% des exportations comme des importations, le déficit commercial indien s'est encore creusé pour atteindre 176,4 Mds USD lors de l'exercice budgétaire 2018/19.

Selon les statistiques du ministère du Commerce et de l'Industrie, les exportations ont atteint 32,55 Mds USD en mars 2019, portant le total des ventes indiennes à l'étranger à 331 Mds USD sur l'ensemble de l'exercice budgétaire. Les exportations indiennes dépassent pour la première fois les 300 Mds USD deux années consécutivement (303,52 Mds USD en 2017/18), mais sans toutefois réaliser l'objectif des autorités des 350 Mds USD.

En contrepoint, les importations se montent au total à 507,44 Mds USD sur la période budgétaire 2018/19, soit 42 Mds USD de plus que lors de l'exercice précédent. Les importations ont enregistré une croissance à deux chiffres pendant six mois sur douze au cours de la dernière période sous revue.

- **L'indice des prix à la consommation touche un plus haut de cinq mois en mars, à 2,9 % soutenu par un rebond des prix alimentaires et la hausse des tarifs pour les services de santé.** Les prix des produits alimentaires ont en effet augmenté de 0,3% en mars après cinq mois consécutifs de contraction. Pour ce qui est du domaine de la santé, certains économistes, comme dans d'autres domaines statistiques, ont toutefois fait part de leur scepticisme sur l'augmentation des prix qui serait passée de 5,9 % à 8,9 % en mars.
- **L'indice des prix de gros a quant à lui atteint 3,2 % en mars après 2,9% en février.** Il a été entraîné par la forte augmentation séquentielle de l'inflation dans les secteurs de l'énergie et des produits alimentaires.
- **La faiblesse de la demande pèse sur la production industrielle en février.** Celle-ci a fléchi de 0,1%, contre un chiffre révisé à la baisse de 1,4% en janvier. Cette modération tient principalement à une contraction de l'activité manufacturière de (-) 0,3%. La production d'électricité a augmenté pour sa part de 1,2% (0,9% en janvier), tandis que celle des industries



extractives a ralenti à 2%, après 3,9% en janvier. En termes sectoriels, la croissance des biens d'équipement s'est contractée de 8,8% et celle des biens intermédiaires de 4,9%. La croissance du segment infrastructures / construction s'est réduite à 2,4% et celle des biens de consommation durables à 1,2%.

- **L'Inde devient importateur net d'acier en 2018/19 pour la première fois en trois ans**, alors que le pays a perdu des parts de marché parmi ses clients traditionnels et que ses importations ont augmenté en raison d'une demande d'acier de qualité supérieure pour alimenter le marché intérieur. Les exportations d'acier fini de l'Inde ont chuté de 34% au cours de l'exercice clos en mars pour atteindre 6,36 millions de tonnes. Au cours de la même période, les importations d'acier fini ont augmenté de 4,7% à 7,84 millions de tonnes. Selon certaines sources, les exportations indiennes auraient diminué au cours de l'exercice budgétaire, après que des aciéries concurrentes en Chine, en Corée du Sud, au Japon et en Indonésie, bloquées sur les marchés américains et européens par les droits de douane et d'autres mesures protectionnistes, aient progressé sur les marchés d'Afrique et du Moyen-Orient.

POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE

- **Le FMI recommande à l'Inde de ne pas poursuivre sa politique de baisse des taux, mais d'au contraire garder des cartouches pour lutter contre d'éventuelles turbulences des marchés financiers.** Celles-ci pourraient en effet survenir cet été si les États-Unis et la Chine ne parviennent pas à un accord commercial à long terme et même si les risques ont été jusqu'à présent assez bien maîtrisés par les pays de la région, et l'Inde en particulier, lors de la dépréciation quasi généralisée des devises d'Asie méridionale lors de la remontée des prix du pétrole et de la normalisation de la politique monétaire de la FED. Le Département Asie-Pacifique du FMI (DAP) a identifié deux types possibles de risque lors des Assemblées de printemps qui viennent de s'achever à Washington. L'absence d'accord, ou un accord contraire aux attentes des marchés, lors des négociations commerciales sino américaines et les conséquences négatives potentielles sur les volumes des échanges commerciaux globaux en cas de réalisation d'une hausse généralisée des tarifs. Dans ces conditions, il est recommandé aux responsables asiatiques de ne pas se montrer complaisants et, pour l'Inde en particulier, de faire une pause en matière de politique monétaire après les deux baisses récentes de taux et l'objectif raté de consolidation des finances publiques. Selon la directrice adjointe du DAP, tant le contexte global que macroéconomique montrent que les marges de manœuvre à la baisse des taux ont été épuisées.

Au plan de la convertibilité du compte de capital, le FMI soutient une libéralisation continue et graduelle, en ligne avec les objectifs fixés par le Gouvernement et la RBI. La stratégie doit cependant être bien équilibrée compte tenu des vulnérabilités externes et des besoins de financement élevés du pays. A cet égard, un effort prioritaire doit être fait pour les investissements directs étrangers avant l'ouverture progressive des flux de portefeuille.

S'agissant du secteur bancaire, le Directeur du Service monétaire et des marchés de capitaux a rappelé que le niveau des prêts non performants restait élevé en Inde et que la capitalisation de certaines banques, notamment publiques, devait être renforcée. Il a toutefois reconnu que certaines mesures bienvenues avaient été prises par les autorités, notamment pour augmenter les fonds propres des banques et la gouvernance au sein des établissements bancaires publics.



AUTRES INFORMATIONS

- **Négociations avec les Pays-Bas pour amender le Traité de non-double imposition en matière fiscale.** Après avoir renégocié les conventions de ce type avec l'Île Maurice et Singapour, l'Inde en fait actuellement de même avec les Pays-Bas. Serait notamment visé le point visant la taxation des plus-values. Cette négociation intervient dans le contexte d'une augmentation assez marquée des investissements néerlandais effectués au sein d'entreprises indiennes. Le gouvernement indien souhaite a priori élargir l'assiette fiscale et veiller en particulier à ce que les transactions qui impliquent des entités indiennes n'échappent pas à la taxation en Inde.
- **L'Inde souhaite organiser de nouveau une mini-ministérielle le mois prochain à New Delhi pour rechercher des solutions à l'impasse que traverse l'OMC.** L'Inde chercherait notamment à amener les pays en développement concernés à débattre de l'avenir de l'organe multilatéral et du programme de développement lors d'un événement qui serait organisé le mois prochain à New Delhi. Selon certaines sources, la Commission électorale aurait approuvé la proposition du ministère du Commerce et de l'Industrie en faveur de ces réunions. 25 pays pourraient venir participer à des discussions les 13 et 14 mai de ce qui constituerait la deuxième initiative de ce type prise par l'Inde depuis les réunions de Buenos Aires, en décembre 2017.

Cependant, et contrairement à la dernière fois où l'Inde a pris une telle initiative, les États-Unis et l'Union européenne ne seront pas invités à participer aux discussions. Certaines sources indiquent par ailleurs que la proposition des États-Unis de supprimer le traitement spécial et différencié (TSD) pour les pays en développement tels que l'Inde, la Chine, le Brésil et l'Afrique du Sud constituerait un élément clé de l'agenda.

Comme on le sait, les exceptions permettent aux pays en développement de maintenir des droits plus élevés et les accords peuvent être mis en œuvre à un rythme plus lent que pour les autres. Les États-Unis mettent en exergue que certains de ces pays en développement sont en réalité à même de réduire à néant les gains qui devraient profiter aux pays les plus pauvres de la catégorie. L'Inde et d'autres États souhaitent toutefois que le TSD demeure en raison du grand nombre de régions pauvres et vulnérables qui subsistent en leur sein.

Il semble que l'un des principaux thèmes de l'agenda pourrait consister à examiner les possibilités pour que l'OMC reste le pivot du commerce mondial et contrer ainsi les initiatives américaines qui visent à supprimer le principe d'une approche fondée sur le consensus. Un autre sujet de l'ordre du jour serait consacré à la réforme du mécanisme de règlement des différends dont les États-Unis ont bloqué la nomination des membres. Les subventions à la pêche et la détention de stocks publics dans l'agriculture pourraient également faire partie de l'agenda. Il est attendu que la réunion débouche sur une déclaration.

- **La moisson 2019 devrait être « normale » selon les estimations du Service météorologique indien.** Selon les premières prévisions à long terme pour les États du sud-ouest, la moisson devrait représenter 96% de la moyenne pour une période longue. Des chutes de pluie comprises entre 96% et 104% de cette référence permettent de considérer une moisson comme normale.

Pour rappel, le pourcentage de l'an dernier n'avait atteint que 91%, soit un ratio considéré comme en deçà de la normale. L'impact du phénomène El Niño est pour l'instant estimé comme peu important, avec de bonnes probabilités de s'affaiblir encore lors des prochaines semaines.



MALDIVES

- **Abrogation de la loi autorisant la propriété foncière pour les étrangers.** La suppression de cet amendement à la Constitution datant de 2015 – promesse de campagne du Président Ibrahim Mohamed Solih – a obtenu un vote positif à une très large majorité de Députés (64 sur 87). Depuis 2015, les étrangers investisseurs de plus d'1 M USD étaient en effet autorisés à détenir des terres aux Maldives. Désormais, ceux-ci pourront uniquement louer des terrains pour une durée allant jusqu'à 99 ans, comme cela était le cas avant 2015.

PAKISTAN

- **Le taux de chômage reste pratiquement stable à 5,7% de la population active.** Selon le Bureau des statistiques, qui vient de publier les Tendances de l'emploi au Pakistan en 2017-18, le taux de chômage s'est élevé à 5,7% à comparer à 5,8% lors de l'enquête précédente (2014-15). Il touche plus fortement les femmes (8,5%) que les hommes (4,9%).

Le taux de participation au marché du travail atteint 81,1% pour les hommes, mais seulement 22,8% pour les femmes (avec un minimum de 9,7% au Balochistan et un maximum de 29,6% au Pendjab). La population active se répartit entre l'industrie (24%), l'agriculture (37,4%, mais 66,1% des femmes employées) et les services (38,6%, mais 44,4% des hommes employés).

- **Un accord en vue avec le FMI ?** Les autorités pakistanaises et les services du FMI ont tenu des discussions « constructives » lors des réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale à Washington (8 au 14 avril), en vue de l'adoption d'un programme soutenu par le FMI. À la demande des autorités, une mission du FMI se rendra au Pakistan avant la fin avril pour poursuivre les discussions.

Les autorités pakistanaises ont par ailleurs annoncé qu'un accord de principe avait été trouvé avec le Fonds mais que les détails du programme seraient négociés d'ici la fin du mois d'avril. Elles indiquent que la taille du financement provenant du FMI atteindrait 6 à 8 Mds USD, auxquels s'ajouteraient 7,5 à 8 Mds USD de la Banque mondiale et 6 Mds USD de la Banque asiatique de développement, l'ensemble des financements ayant une maturité de trois ans.

- **Départ du ministre des Finances.** Asad Umar, qui occupait le poste de ministre des Finances, des Recettes et des Affaires économiques depuis le 20 août dernier, a quitté le gouvernement le 18 avril dans le cadre d'un remaniement. Son successeur n'a pas encore été nommé.

SRI LANKA

- **Signature d'un accord entre la *People's Bank* et la *China Development Bank*.** L'accord conclu le 27 mars dernier par la banque sri lankaise – l'une des trois banques d'Etat du pays – et son homologue chinoise – plus grande banque publique au monde dédiée au financement de projets de développement – porte sur la mise en place d'une ligne de crédit de 200 M USD sur une durée de 8 ans. Cet accord se place dans le cadre d'un *Memorandum of Understanding* signé en mai 2018, qui vise notamment à instaurer une coopération financière et à établir des programmes de formation professionnelle entre les deux institutions financières.



- **Chute de la confiance des chefs d'entreprises en mars.** Après avoir affiché un net regain au cours des deux premiers mois de 2019 suite à une fin d'année 2018 morose, l'indice de confiance des chefs d'entreprises sri lankais, mesuré par le *LMD-Nielsen Business Confidence Index (BCI)* a diminué de 25 points par rapport au mois précédent et passe de 115 en février à 90 en mars.

L'indice se situe 27 points en dessus de son niveau un an auparavant (127 en mars 2018), et 8 points en dessous de sa moyenne au cours des douze derniers mois. Selon cette étude, réalisée avant le vote final de budget, les craintes de la communauté d'affaires locale portent sur une hausse de la fiscalité dans le nouveau budget, une accélération de l'inflation et la persistance de l'incertitude politique à l'approche des élections présidentielles en fin d'année.

Une détérioration de la situation économique du pays au cours des douze prochains mois est envisagée par 55% des personnes interrogées, et seulement 24% d'entre elles attendent une augmentation des volumes de ventes à court-terme (contre 34% le mois précédent).

- **Lancement par la Banque centrale (CBSL) de la feuille de route pour le développement de la finance durable.** Ce document a été dévoilé le 10 avril à l'occasion du sommet international du *Sustainable Banking Network* organisé par la Société financière internationale (SFI) à Washington D.C. Cette feuille de route avait été annoncée par le gouverneur de la CBSL le 2 janvier dernier lors de la présentation des actions prévues par l'Institution en 2019.

Etablie avec le soutien financier du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et le soutien technique de la SFI, elle propose une série de mesures stratégiques de court, moyen et long-terme qui visent à renforcer la contribution de l'ensemble du secteur financier et bancaire au financement de l'économie verte à Sri Lanka. Ces mesures s'articulent autour de six piliers : (i) le financement de projets d'investissement dans les secteurs de l'agriculture et agroalimentaire, l'éducation, l'énergie, la santé, les ressources océaniques, les transports, le développement urbain et l'eau ; (ii) l'intégration des dimensions environnementales, sociales et de gouvernance sur les marchés financiers, (iii) l'amélioration de l'inclusion financière des ménages à faible revenu et des PME, (iv) le renforcement de capacités des acteurs concernés, (v) le développement de partenariats internationaux et (vi) l'introduction d'outils d'analyse et d'évaluation des flux financiers, des risques et de l'efficacité des mesures.

- **Ouverture du nouveau tronçon de la ligne ferroviaire sud.** La construction de cette section de 26,75 km qui relie les villes de Matara et de Beliatta sur la côte sud du pays, a coûté 278 M USD. Elle constitue la première phase du projet d'extension de la ligne ferroviaire sud depuis Colombo jusqu'à la ville d'Hambantota, financé par l'*Exim Bank of China* et réalisé par l'entreprise *China National Machinery Import & Export Corporation*. L'établissement de cette ligne a nécessité la construction de huit gares, des deux plus longs ponts ferroviaires (1500 m et 1400 m respectivement), ainsi que du plus long tunnel ferroviaire du pays. Les deux prochaines phases prévoient la construction de deux tronçons, de 48 km entre Beliatta et Hambantota et de 39 km entre Hambantota et Kataragama respectivement.



Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa2	Positive	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B	Stable	D	D
Sri Lanka	B1	Négative	B+	Négative	B+	Stable	B	B
Maldives	-		B2	Stable	-		D	D

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional de New Delhi
2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par M. Hammouch, P. Pillon, P. Fouet, J.Deur, P-H. Lenfant et A. Perriot.

Version du 18/04/2019